

Lundi 14 avril 2025

En finir avec les frontières et les patrons

Mardi 2 avril, Trump déclarait la guerre commerciale au monde entier : des droits de douane passant de 10 % à 25 %, voire plus, semant la panique parmi les patrons européens, et de 20 % à 54 % pour les importations venues de Chine. Mardi 8 avril, il raillait, lors d'un banquet de notables du Parti républicain, les pays qui cherchaient à négocier ces taxes à la baisse : « *Ils nous appellent, ils me lèchent le cul.* » Le lendemain, volte-face : il annonçait une pause de 90 jours, le temps des marchandages... sauf pour la Chine, où les droits allaient au contraire monter à 145 %.

La guerre des mafias qui gouvernent

Culot et inconséquence d'un parrain de mafia, qui pourrait déséquilibrer l'économie de la planète ? En partie. Mais pas si fou : entre la chute des cours de la bourse provoquée par la première annonce et leur remontée, certains s'en sont mis dans les poches. « *C'est le bon moment pour acheter* » avait tweeté Trump sur ses réseaux, prévenant ses amis de la volte-face qu'il allait opérer et ferait regrimer le cours des actions, enrichissant les acquéreurs. Au point que des sénateurs américains ont demandé une enquête contre lui pour « délit d'initiés ».

Samedi 12, il annonçait que smartphones, ordinateurs et quelques autres produits électroniques fabriqués en Chine ne subiraient pas la hausse des droits de douane. Car une partie de l'industrie américaine de la tech, comme Apple qui y fait assembler ses produits, craint de ne plus pouvoir profiter à satiété de l'exploitation des ouvriers chinois, et Amazon y perdrat une grande partie de son trafic.

Ce nouvel épisode est caractéristique de ces bras de fer et marchandages entre les gouvernants qui, à la tête des grandes puissances, défendent les intérêts des grandes sociétés industrielles et commerciales : une rivalité sur le dos des travailleurs qu'ils exploitent et de tous les peuples pauvres de la planète.

... sur notre dos

C'est à nous tous qu'ils comptent faire payer l'addition. Par la hausse des prix entraînée par les nouveaux droits de douane. Par les licenciements et le chômage provoqués par les restructurations, déplacements de lieux de production, que décideront les patrons en fonction de la rentabilité des divers marchés.

Quand Trump clame qu'il va ainsi réindustrialiser les États-Unis et en y ramenant la production faite au Mexique, c'est pour déplacer le chômage de l'autre côté du Rio Grande, à condition de réussir à imposer aux travailleurs américains les salaires des ouvriers mexicains, au nom de la concurrence.

Il en est de même ici de tous ceux qui, de Le Pen et Macron jusqu'aux leaders de la gauche, nous parlent de patriotisme économique et de protectionnisme censé sauver « notre » industrie et « nos » emplois. C'est de sauver les profits des patrons français dont ils parlent.

Entre travailleurs, ni guerre ni frontières

Ceux des syndicats qui enchainent sur le même thème sous le prétexte de « lutter contre le dumping social », se placent sur le même terrain, arguant d'un capitalisme plus national, où patrons et ouvriers auraient des intérêts communs, et où l'État nous protégerait des abus et les barrières douanières des concurrents. Mais nous n'avons aucun intérêt commun avec les exploiteurs de nos pays, qu'ils soient marchands de produits de luxe comme Arnault ou d'instruments de mort comme Dassault. Refusons d'être entraînés dans leurs guerres, aujourd'hui commerciales et peut-être demain militaires. Les seuls combats qui valent d'être menés sont ceux des travailleurs et travailleuses de tous les pays, par-delà les frontières.

Car tous les grands groupes exploitent des ouvriers aux quatre coins du monde et ce seront nos luttes communes qui nous débarrasseront de tous ces parasites et permettront d'organiser nous-mêmes la production en fonction des besoins de tous.

Une première étape... qui en appelle d'autres

Mardi, il y a eu 120 grévistes en équipe du matin et 55 l'après-midi. Ils ont crié leur hostilité à la fermeture et exigent des garanties après la fin de la Mokka en 2027 : préretraite, reclassement interne et externe au groupe, formation, indemnité de licenciement...

Malgré les pressions des chefs et de certains syndicats, les débrayages ont été un succès. Au Montage la chaîne s'est totalement arrêtée le matin et était ralenti l'après-midi. Les grands chefs étaient en panique, ça faisait plaisir à voir. Soyons encore plus nombreux la prochaine fois : discutons avec nos collègues.

On travaille ensemble, on lutte ensemble !

Des salariés des sous-traitants Forvia, Derichebourg, GSF et d'autres, ont rejoint naturellement les débrayages. Ils ont mille fois raisons. On participe tous à fabriquer des voitures quel que soit notre métier, notre employeur officiel. Le vrai patron c'est Stellantis. La baisse des effectifs et la fin programmée de l'usine concernent tout le monde. Donc salariés Stellantis et sous-traitants, combattons ensemble !

Pour notre avenir, instaurons notre démocratie

Les grévistes ont fait deux assemblées générales pour débattre et pour faire des votes. Ils ont voté notamment la création d'un comité de mobilisation, ouvert à tous, sans étiquette syndicale, pour poursuivre l'organisation des prochaines luttes.

La démocratie des salariés ça met la pression à la direction. Car elle sait que c'est plus facile de manipuler une poignée de syndicalistes que des centaines de travailleurs en colère.

Organisons-nous !

La direction a un calendrier et une stratégie pour vider l'usine, elle a même des alliés syndicaux. Elle réfléchit en permanence à la meilleure manière de continuer à nous faire travailler et faire des profits, tout en vidant le site. À nous aussi, les ouvriers, de nous organiser : préparons un plan de bataille contre eux.

Le fantôme du dialogue social

Lors du débrayage du matin, les grévistes ont demandé que le chef du personnel de l'usine descende à l'atelier écouter leurs revendications. Il a refusé. Les grévistes sont donc montés vers ses bureaux mais il s'est enfui pour se cacher. Les grévistes ont juste vu au loin une ombre disparaître. Quand il faut aller discuter avec ses syndicats béni-oui-oui, il est plus heureux.

Au printemps, revoilà les nuages de mouche

Depuis plusieurs jours, les RG, RU et les chefs du personnel sont constamment hors de leurs bureaux pour aller espionner les discussions des ouvriers sur les lignes. On dirait qu'ils n'ont rien d'autre à faire. Ça sent le sureffectif de chefs... et de vigiles.

Les bénéfices, c'est « Pas Pour Vous »

Les montants de la prime PPV (prime de partage de la valeur) ont été communiqués individuellement, elle sera versée fin mai. Autour de 1 500 € net imposables, pas grand-chose à côté de 5,5 milliards de profits du groupe. Et quand on a été en arrêt maladie longtemps, la prime diminue vite.

Ces primes variables c'est une arnaque ! On veut du solide : 400 € d'augmentation de salaire mensuel !

Tavares a préparé son avenir

À l'assemblée générale des actionnaires, beaucoup ont exprimé leur colère car Tavares a plombé les résultats du groupe et est parti en démissionnant avec 34 millions d'euros d'indemnités. Scandale pour les requins : Tavares ne leur a pas rapporté assez.

Stellantis s'adaptera... sur le dos des ouvriers

Suite à la politique douanière de Trump, Stellantis va fermer 2 semaines son usine de Windsor au Canada (4 000 salariés) et 3 semaines son usine de Toluca au Mexique (2 700 salariés), par ricochet 900 salariés des usines de pièces détachées du Michigan et de l'Indiana aux USA seront mis au chômage technique.

Pour Stellantis, le but est de maintenir ses marges, en vendant moins et plus cher. Les grands perdants seront les travailleurs américains, canadiens, mexicains et les autres.

Casse sociale internationale

Stellantis va supprimer encore 350 emplois dans les usines du sud de l'Italie de Pomigliano d'Arco, qui fabrique la Fiat Pandina et de Fiat Pratola Serra qui produit des moteurs. Il y avait 55 000 salariés de Fiat en Italie en 2021, il n'en reste plus que 38 000.

En France, comme Italie, pour faire plus de profit, les Familles Agnelli et Peugeot massacrent l'emploi.

Ambiance mafieux en cour de récré

« Crétin », « bête comme ses pieds »... Elon Musk le patron de Tesla insulte publiquement le conseiller économique de Trump, Peter Navarro. Trump lui-même expliquait qu'il voulait que les dirigeants étrangers lui « lèchent le cul ». Les bourgeois et les politiciens, mafieux décomplexés, se comportent comme des gamins grossiers. Mais leurs décisions provoquent des drames sociaux pour des millions de travailleurs dans le monde. Il est grands temps de les envoyer au piquet !

La guerre économique de Trump contre les pingouins

Le 3 avril Trump a décidé d'augmenter les droits de douane partout... même pour les îles Heard-et-MacDonald. Sauf qu'il n'y a aucun habitant sur ces îles australiennes volcaniques près de l'Antarctique, et la dernière personne qui y est allé c'était il y a 10 ans. Est-ce que les manchots vont répliquer ?